



A SHERBROOKE

“Les ouvriers ont fini d’endurer ici” (Gérard Picard)

Quand 2,000 ouvriers s’entendent pour réclamer la même chose au même moment, leur unité constitue une force capable de faire bouger même les plus obstinés. C’est la leçon qui se dégage des récents événements de Sherbrooke. Jamais la population ouvrière de cette ville n’avait manifesté sa détermination d’une façon aussi éclatante. Et les résultats sont là pour démontrer qu’on ne peut pas ignorer la volonté ouvrière quand celle-ci sait se faire entendre.

A contre-courant

Pourtant, personne n’aurait pu prévoir, voici quinze jours, la tournure actuelle des événements. Au contraire, la situation était presque désespérée. Cette grève de la Classon durait depuis six mois sans aucun résultat. L’employeur méprisait impunément les lois et ne daignait même pas communiquer avec le syndicat. Les ouvrières, pour un bon nombre, privées du revenu néces-

Les syndiqués de Sherbrooke donnent un magnifique exemple de solidarité — Une grève qu’on avait cru écraser — Le Conseil de ville ressuscite — Les ministres se réveillent — Ce que peuvent accomplir des ouvriers unis.

saire, luttèrent à grand peine contre la misère. La grève traînait en longueur et menaçait de mal tourner. Les ministres ne bougeaient pas et le conseil municipal tirait son épingle du jeu en faisant confiance au temps pour décourager les grévistes et régler le problème par la faim.

Bref, on était en train de noyer dans le silence et l’indifférence une centaine d’ouvrières qui avaient eu le seul tort de réclamer légalement un salaire convenable.

Le réveil

Et puis, en quelques jours, la solidarité syndicale allait changer, du tout au tout, la position des grévistes. Pour bloquer ce courant de défaitisme, il a suffi que les ouvriers de Sherbrooke se grou-

pent et disent non tous ensemble.

Ce fut d’abord l’assemblée de jeudi soir, à la salle Saint-Jean-Baptiste. Quand 2,500 ouvriers se réunissent pour s’occuper de leurs affaires, ceux qui souriaient cinq minutes plus tôt redeviennent bien vite sérieux. On avait cru que les ouvrières de la Classon étaient seules; on constatait maintenant que toute la population syndiquée se trouvait derrière elles.

Le lendemain matin, l’assemblée continuait. Jamais on n’avait vu tant de monde autour de l’usine Classon. Et l’assemblée, poursuivie pendant toute la matinée, réveillait des échos à travers toute la province. Le conseil de ville rajustait ses lunettes et convoquait une assemblée spéciale. On peut lire ailleurs dans le journal les conclusions de cette assemblée et les démarches entreprises auprès du gouvernement provincial

Dimanche soir

Et ce n’est pas tout. De nouveau dimanche soir dernier, 1,500 syndiqués se réunirent pour écouter M. Gérard Picard, dont nous reproduisons les paroles en page 4. Et dès lundi, le gouvernement de la province, qui n’avait pas bougé depuis des mois, se disposait à reconsidérer toute l’affaire. (Cf. le télégramme de M. Duplessis).

Non, la grève n’est pas morte. Les ouvriers de Sherbrooke ne la laisseront pas mourir. En agissant ainsi, fermement mais dans l’ordre, ils prouvent qu’on ne peut pas indéfiniment se moquer d’une population ouvrière.

LES OUVRIERS MANIFESTENT



Jamais on n’avait vu autant de monde autour de l’usine Classon. La photo ci-haut donne une faible idée de la foule qui a manifesté en masse, après l’assemblée de la veille au soir, cette réunion dont notre en-tête photographique laisse deviner l’importance.



Un autre aspect de l’assemblée du soir à la salle Saint-Jean-Baptiste. Plus de 2,000 ouvriers sherbrookoïses ont manifesté à l’unanimité leur résolution de lutter jusqu’au bout avec les ouvrières et les ouvriers de la Classon.

DECLARATION DU PRESIDENT GENERAL DE LA C.T.C.C. SUR LE LOGEMENT

Les prix des matériaux de construction ont généralement doublé, au cours des dix dernières années. Et récemment encore les prix de certains matériaux ont haussé jusqu’à vingt-cinq pour cent.

En dépit de la régie fédérale des loyers, des logements ouvriers ont été augmentés sensiblement au cours des dernières années. Tout en admettant que certaines augmentations étaient justifiées, les autorités fédérales auraient dû, comme la C.T.C.C. le réclamait, établir un tribunal d’équité pour décider d’une manière expéditive, des divers cas. La Régie des loyers doit être abolie au début d’avril prochain, et les locataires de la classe ouvrière et de la classe moyenne s’inquiètent avec raison de l’avenir. Etant donné la rareté des logements dans les centres industriels, on peut s’attendre à des hausses substantielles et arbitraires.

Les législations sur le logement, tant fédérales que provinciales, ne sont pas assez généreuses, malgré tout ce qu’on en dit, pour être efficaces. Sans doute que de nouveaux logements ont été construits, grâce à ces lois, mais trop peu en regard des besoins actuels.

Les autorités fédérales devraient reconsidérer pendant qu’il en est encore temps leur décision d’abolir la Régie des loyers.

On dira que les salaires ont aussi augmenté dans l’industrie du bâtiment et pour tous les métiers, au cours des dernières années. C’est exact. Mais il faut retenir que, dans ce cas comme dans les autres, les salaires ont augmenté après des hausses de prix et après des hausses du coût de la vie.

Conséquemment, il ne faut pas faire retomber sur les salariés les hausses de prix injustifiées qui atteignent tout le monde, mais sur ceux qui ont l’autorité d’intervenir et de stabiliser la situation.

Gérard PICARD,
président général, C.T.C.C.

Deux événements de taille ont marqué la semaine syndicale. C’est pourquoi LE TRAVAIL, remettant au prochain numéro les autres nouvelles, a voulu consacrer ses quatre pages entières aux manifestations de Sherbrooke et de Shawinigan.

